



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'ADBU et le SNE s'associent pour appeler les pouvoirs publics à un sursaut documentaire pour défendre l'égalité des chances, l'esprit critique et l'accès aux savoirs dans les universités françaises

Paris, le 27 avril 2024

Dans un contexte marqué par l'affaiblissement généralisé des moyens consacrés à l'enseignement supérieur, l'ADBU et le SNE s'associent pour alerter les pouvoirs publics sur le niveau d'ores et déjà dramatiquement bas des budgets documentaires en France et sur les risques que cela fait peser sur la réussite étudiante, l'égalité des chances, l'éducation à l'esprit critique et plus largement les fondements sur lesquels s'appuie notre démocratie.

Comme le rappelait l'ADBU dans son livre blanc en septembre 2023, il n'y aura pas de formations de qualité ni d'excellence de la recherche sans une politique documentaire forte. Or, le niveau d'investissement français dans les achats d'ouvrages et de revues papier et numériques par étudiant est anormalement faible depuis de nombreuses années et désormais plus de deux fois inférieur à la plupart des pays européens.

Les ambitions de la France dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche nécessitent des ressources, des services et des lieux documentaires adaptés, animés par des professionnels formés en nombre suffisant. Ils contribuent à la réussite étudiante, au rayonnement de la recherche, à la diffusion de la science dans un moment où les fondements du savoir sont trop souvent remis en cause au profit de rationalités alternatives douteuses.

Poursuivre le sous-investissement dans ce domaine risque de conduire à un décrochage de l'enseignement supérieur français par rapport à ses partenaires et concurrents internationaux.

En outre, cette responsabilité ne se limite pas aux seuls cercles universitaires : le décrochage scandaleux des budgets documentaires des universités risque d'entrainer avec lui tout l'écosystème de l'édition de savoirs français qui en est directement dépendante, avec des difficultés croissantes et inquiétantes des éditeurs et libraires du secteur.

L'ADBU et le SNE appellent donc le Gouvernement, le Parlement et l'ensemble des acteurs concernés à se saisir sans délai des enjeux identifiés par le livre blanc de l'ADBU, à en débattre et créer les conditions politiques, stratégiques et de moyens pour y répondre. Il en va de la position et du développement de notre enseignement supérieur, de notre recherche et de la circulation de savoirs francophones fiables et validés, clefs des capacités de la France à répondre aux immenses défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Face au fléau de la désinformation, la France ne pourra former des citoyens éclairés sans mobiliser de manière urgente et prioritaire les moyens indispensables au développement d'une documentation universitaire de rang européen.





Références

Le Livre blanc de la documentation dans l'enseignement supérieur et la recherche – Plan BU 2030 : https://adbu.fr/actualites/livre-blanc-de-la-documentation-dans-lenseignement-superieur-et-la-recherche

La dépense moyenne par étudiant des bibliothèques universitaires françaises se situait en 2022 à 63€ par étudiant, contre 151€ en moyenne pour les bibliothèques universitaires des autres pays de l'Union Européenne – Livre blanc de la documentation dans l'enseignement supérieur et la recherche, ADBU 2023

En 2018, la France n'a consacré que 10€ pour les ressources numériques pour les étudiants de premier cycle : https://www.sne.fr/actu/face-a-la-detresse-scolaire-des-etudiants-faire-de-lenseignement-superieur-une-priorite/; enquête sur les Ressources Electroniques conduite pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation par le Consortium Couperin auprès des établissements d'enseignement supérieur français

La mésinformation des jeunes à l'heure des réseaux sociaux — Étude IFOP pour la fondation Reboot et la fondation Jean Jaurès : https://www.jean-jaures.org/publication/la-mesinformation-scientifique-des-jeunes-a-lheure-des-reseaux-sociaux/